

LE SUJET QUI FÂCHE

Entretien avec Brigitte Stora

auteur de *Que sont mes amis devenus ?* (Le bord de l'eau, 2016)

Brigitte Stora, un mot sur votre parcours avant toute chose, puisque votre livre est un livre très incarné. J'aimerais que vous vous situiez, du point de vue culturel et politique, afin de nous faire comprendre ce qui vous a conduite à écrire ce livre.

– Comme je l'explique dans mon livre, j'ai milité à l'extrême gauche pendant quinze ans. Je suis entrée très jeune en politique, comme c'était souvent le cas à l'époque. Il y avait encore des « comités rouges » dans les lycées, des mouvements féministes, internationalistes, etc. J'ai milité à la LCR, à partir de 1977. J'ai arrêté de militer au début des années 90, mais j'étais restée compagne de route de cette gauche radicale qui me paraissait nécessaire, comme aiguillon à la politique gouvernementale...

Était-ce un engagement pensé en rupture ou en continuité avec l'héritage familial ?

– Mon père était de gauche, oui, syndicaliste, pas vraiment militant. Les Juifs d'Algérie étaient souvent de gauche, en tout cas ardemment républicains, nourris par les valeurs de fraternité, de solidarité, de justice sociale. Dans cette parenthèse des années quatre-vingt, nous nous sentions libérés des idéologies totalitaires. Ma génération n'a jamais justifié le goulag, les procès de Moscou, le génocide cambodgien, etc. Et il y avait toutes les grandes luttes d'émancipation : le féminisme, l'antiracisme, la lutte des Afro-américains, des homosexuels. Tout cela faisait un tableau enthousiasmant, dans lequel chacun avait enfin sa place, y compris les Juifs. Tout le monde

connaît les blagues sur le bureau politique de la LCR (« Pourquoi ne parle-t-on pas yiddish au bureau politique de la Ligue ? À cause de Bensaïd qui est séfarade »). Il y avait énormément de Juifs. Bien sûr, beaucoup de ces Juifs se fuyaient eux-mêmes, parce qu'ils étaient nés beaucoup trop près de ces deux catastrophes que furent le goulag et la Shoah. Mais pour notre génération, il n'y avait pas de contradiction. On avait dans nos chambres « L'Affiche rouge », les mémoires de Pierre Goldman...

À défaut de parler de contradiction, il y avait peut-être au moins la possibilité de percevoir une dissonance entre l'établissement juif et les trotskystes, dès ces années-là. La question du sionisme était déjà très clivante.

– Oui, mais en même temps, la question du sionisme n'était pas centrale. On était hostile au nationalisme en général, contre l'impérialisme, du côté des peuples opprimés – et le peuple palestinien en faisait partie, il en fait toujours partie d'ailleurs. Mais ce n'était pas central – ou alors je ne l'ai pas vu ainsi.

Toutefois en 1992, vous publiez dans la revue théorique de la LCR un article intitulé « Misère de l'antisionisme »...

– C'est vrai. Mais d'abord, j'observe que cet article est paru, justement. Un article dans lequel je disais que l'antisionisme portait des germes de haine qui n'avaient rien à voir avec notre combat d'émancipation. Je n'imagine plus une seconde qu'un tel article puisse paraître aujourd'hui...

Nous partagions alors des combats dont je retiens surtout le côté lumineux : Mandela, les débuts de la révolution sandiniste, qui n'a pas créé de goulag (et qui a même obtenu un prix d'Amnesty international pour avoir libéré tous les somozistes), Solidarnosc, les Kanaks, le mouvement antiraciste... Bien sûr nous savions qu'il y avait toujours eu des gens aux motivations douteuses, mais ce n'était pas cela qui dominait. Quant à l'antisémitisme, il était clair pour nous qu'il était à droite, à l'extrême droite. Personne parmi nous ne pouvait alors imaginer que les auteurs de l'attentat de la rue Copernic étaient membres d'un commando palestinien. L'antisémitisme dans les milieux de gauche – les milieux ouvriers, ou issus de l'immigration –, nous savions que cela existait, bien sûr, mais pour nous, c'étaient des scories. Mon combat était avant tout un combat antifasciste : il fallait un peu rejouer la résistance que nous n'avions pas connue.

Ensuite, bien sûr, il y a des choses plus intimes. Dans l'engagement juif révolutionnaire, il y avait cette conviction forte que les gens qui militaient avec moi auraient été des justes, qu'ils n'auraient pas permis... Je pensais cela...

Et vous ne le pensez plus ?

– Non... Je ne sais pas... Peut-être qu'il y eut un temps où c'était vrai, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. À l'époque, il y avait ce sentiment de chaleur, qui me réconciliait avec le groupe, ce sentiment d'être en sécurité, entourée d'amis. Appartenir, ne plus être retranché de l'humanité : c'était sans doute une des matrices de l'engagement juif.

Avec en outre une « spécificité » trotskiste. Les origines juives de Trotski facilitaient sans doute une forme d'identification (comme, toutes choses

égales par ailleurs, cela a pu être le cas avec des figures comme celles de Marx ou de Freud)...

– Oui, tout à fait, il passait pour une sorte de prophète séculier... Et la violence stalinienne recyclait contre lui l'imaginaire antijuif (cosmopolite, arrogant, intellectuel, traître, etc.)

Avec ce que vous suggérez, par ailleurs : cette « chance » que les trotskystes ont eue, d'une certaine manière, d'être rapidement écartés du pouvoir. Ce qui a pu leur conférer (abusivement à mes yeux...) cette aura d'innocence : ils n'ont pas eu l'occasion de se compromettre trop longtemps dans les crimes du communisme, pourvu qu'on ferme pudiquement les yeux sur Cronstadt, la Tcheka, et quelques autres épisodes de la révolution...

– Quand j'étais à la Ligue, j'appartenais à une tendance libertaire. Je n'ai jamais été trotskiste à cause de Cronstadt, précisément... Disons que j'étais trotsko-libertaire. Nous avions plusieurs références, même si la pensée de Trotski était quand même quelque chose de substantiel. Cela dit, on a joué de cette « innocence » en se dispensant à bon compte du bilan du communisme.

Dans votre livre se reconstitue entre les lignes une forme d'autobiographie, scandée par des « dates », des moments clés dans cette crise que vous décrivez. Ce n'est d'ailleurs pas le moindre intérêt que de constater que nous avons tous des calendriers différents. Bien des expériences que vous datez de la « Deuxième Intifada », j'ai eu le sentiment de les avoir vécues à la fin de mon adolescence au moment de la Guerre du Liban. Un moment où la polarisation des camps, l'inflation rhétorique et – déjà – la nazification d'Israël se sont largement donné carrière...

– Sans doute, mais je me souviens d'une manifestation de 1982, au moment de Sabra et

Chatila : c'était une manifestation des Juifs de gauche. Il y avait de tout : bien sûr, des antisionistes, des groupes peu fréquentables, mais aussi l'Hachomer Hatsaïr qui était clairement sioniste. Toutes ces choses-là n'étaient plus possibles après : après, ce sont des manifestations avec le Hamas, dans un climat de haine. N'oublions pas ce qui était possible alors, et qui ne l'est plus. Au moment de la Deuxième Intifada, ça bascule.

D'ailleurs, vous expliquez que vous allez, quand même, mais à reculons, dans une manifestation de soutien aux Palestiniens en 2000, avec un sombre pressentiment.

– Oui, je savais... Une parole antijuive s'est libérée. Le combat palestinien est devenu central, voire exclusif : à croire qu'il est devenu le seul combat de l'extrême gauche. Il y a eu un basculement. L'affaire Mohamed Al-Durah – où je ne peux m'empêcher de me dire que c'est la première fois qu'on voit à la télévision la mort en direct d'un enfant. Qu'est-ce que cela signifiait ? Sans vouloir être paranoïaque, il y avait un côté « mise en scène du meurtre rituel »...

Certes, mais dès la première Intifada, le « narratif » était déjà en place : une armée surpuissante face aux Gavroches palestiniens – ce qui était tout de même (sans dénier aux Palestiniens la réalité de leurs souffrances et des iniquités qu'ils subissent) une version passablement manichéenne d'un conflit autrement complexe.

– Oui, cela couvait. Mais entre-temps, ce discours-là est devenu dominant. Une parole antijuive se libère à ce moment-là. Dans *Le Monde*, dirigé alors par Edwy Plenel, on fait honneur à la parole antisioniste de certains Juifs, comme si le combat contre le sionisme devenait la condition d'une judéité respectable, de l'admission du Juif dans la cité. Pour moi, c'est un basculement

très clair. Et cela se repère aussi dans les chiffres des agressions antisémites, dans les mots, dans les actes. Il y a à ce moment un affranchissement de l'antisémitisme, longtemps verrouillé par la mémoire de la Shoah.

Vous-même, vous dites vous sentir piégée. Vous qui dites que le génocide a été à l'origine de votre engagement, son ressort ; tout à coup, le principe antifasciste et le paradigme génocidaire se retournent contre les Juifs. « Pour critiquer Israël, on invoque le génocide juif » – et deux fois plutôt qu'une : d'une part pour dénoncer l'usage qu'en font les Israéliens, d'autre part pour dénoncer le génocide que les Israéliens sont soupçonnés de commettre à l'égard des Palestiniens.

– Oui, c'est ce que j'appelle l'affranchissement de la culpabilité. C'est ce qui se passe quand on a enfin la possibilité de transformer les victimes en bourreaux, quand le discours victimaire s'impose (et pas seulement d'ailleurs dans le conflit israélo-palestinien), quand on cherche à diluer toute pesée des responsabilités dans un discours massif, moralisant. Je pense profondément qu'au cœur de l'antisémitisme, il y a cette peur, cette hantise du « sujet ». La révocation du sujet me semble être l'une des principales matrices de l'antisémitisme.

Il suffit de regarder ce qui se passe au niveau des discours mémoriels. En gros, les peuples qui ont été opprimés, asservis, colonisés, se voient, dans certains milieux, couverts par une sorte d'immunité, qui les met à l'abri de toute critique sérieuse. Or, cette immunité, cette exonération, bute sur le juif, sur le mot « juif ». Là, c'est l'inverse qui se produit : si les Juifs ont été exterminés, alors cela les « oblige », cela leur impose des obligations et devoirs. Manière de dire, en creux, que seuls les Juifs seraient les vrais sujets ; en bref, ils devraient être à la hauteur de leur élection. C'est

pourquoi je parle aussi de l'envers d'un discours colonial dans le tiers-mondisme. Il y a, au fond d'un certain discours tiers-mondiste, une forme de mépris pour les peuples postcoloniaux, comme si les autres n'étaient que les symptômes de soi.

Toutefois, n'est-ce pas aussi l'occasion de s'interroger sur une responsabilité plus générale, qui englobe aussi bien des intellectuels juifs. N'a-t-on pas abusé du paradigme antinazi, quitte à le reconnaître partout, et à tout aborder sous cet angle simplificateur? Comme si, dans tout conflit, la seule tâche consistait à identifier qui tient le rôle du nazi et qui celui du Juif, qui est le bourreau sans excuse et qui la victime innocente, le méchant et le bon, le dominant et le dominé. Si telle est la seule grille de lecture, comment s'étonner de voir une partie de la critique (en elle-même parfaitement légitime et nécessaire) de la politique israélienne se résorber dans la nazification du sionisme?

– Ce ne sont pas seulement les intellectuels juifs qui ont contribué à promouvoir ce paradigme : c'était le discours de l'après-guerre en général, celui de la Résistance. Dans mon livre, je dis les choses autrement, en affirmant en substance que Hitler avait mis la barre tellement haut en matière d'antisémitisme qu'en deçà des chambres à gaz, finalement, il n'y avait pas de quoi se plaindre... C'est ainsi que l'antisémitisme stalinien, par exemple, qui a été terrible, n'a pas été pris en compte – et déjà, il se cachait sous le masque de l'antisionisme (Slansky était accusé de « sionisme », etc.).

Sartre a implicitement reconnu, dans ses *Réflexions sur la question juive*, qu'il avait raté le train de la Résistance¹ ; et l'anticolonialisme,

ce fut un peu ça : une session de rattrapage. Et ce sont les tiers-mondistes qui, les premiers, jouent de ces symétries. Les « damnés de la terre » deviennent les Juifs que l'on n'a pas sauvés. De là cette concurrence des mémoires.

Et les « Juifs » réels, non métaphoriques, deviennent un peu gênants en continuant à revendiquer leur singularité : nouvelle version de l'orgueil juif, en quelque sorte, qui serait de revendiquer l'exceptionnalité de leur destin.

– Les Juifs réels sont les Juifs vivants, survivants, ceux qui portent en eux la mémoire des morts et qui le rappellent aux autres. Dans *Welcome in Vienna*, il y a ce moment où un personnage dit : « ils ne nous pardonneront jamais ce qu'ils nous ont fait »...

Autre formulation possible : certains se plaignent de l'omniprésence symbolique ou médiatique de la mémoire de la Shoah, et voient dans les manifestations d'antisémitisme une sorte de « retour de bâton » ou d'effet pervers de cette saturation mémorielle... Sans compter les effets de télescopage temporel et les interférences inévitables. Par exemple, le débat sur les réparations ou les procès d'anciens nazis ou collaborateurs d'un côté, de l'autre le conflit israélo-palestinien avec son cortège de violence et de souffrance. Il y a là un mécanisme psychologique presque inévitable (ce qui ne veut pas dire qu'il soit légitime) : puisque le « Juif », pour le meilleur et pour le pire, occupe une telle place dans l'économie symbolique et politique de l'Europe, Israël et la Palestine sont en retour dotés de cette centralité ambivalente. Comme si la culpabilité exposée

1. « Si nous avons vécu dans la honte notre complicité involontaire avec les antisémites, qui a fait de nous des bourreaux,

peut-être commencerons-nous à comprendre qu'il faut lutter pour le Juif, ni plus ni moins que pour nous-mêmes. »

d'un côté devait se trouver de l'autre un exutoire. Qu'en pensez-vous ?

– Pour ce qui est du « trop-plein » de mémoire, qu'on invoque parfois, n'oublions tout de même pas à quel silence relatif il a succédé ; songeons au temps qu'il a fallu pour avoir une idée claire de la différence entre camps de concentration et d'extermination, au discours tardif de Chirac sur Vichy... Et dès que cette mémoire advient, voilà qu'on dénonce une saturation, un trop-plein. Quant au second volet, je crois qu'il pose le problème de la culpabilité. La culpabilisation est une impasse. Il n'y a pas de culpabilité collective. Même pour l'Allemagne, elle doit être refusée. Nous avons aimé cette parole de Manouchian : « Je meurs sans haine en moi pour le peuple allemand ». Il n'y a de responsabilité qu'individuelle.

Dans votre livre, il y a cette idée que la question juive finit par gâter toutes les autres causes auxquelles vous vous êtes consacrée (l'Algérie, l'antiracisme, etc.). Vos engagements, vos compagnonnages, butent sur cette question qui fâche... Au cœur même des relations personnelles, au milieu d'un dîner d'amis, ce sujet fait effraction, peut tout briser.

– Cela a toujours été une ligne de partage... Entre le courage et la lâcheté, le combat pour l'émancipation ou la tentation obscurantiste. C'est le sujet qui fait partage des eaux comme l'avait fait l'Affaire Dreyfus en son temps : car après tout, c'est bien là que la gauche mue, à travers Jaurès, qui comprend ce qui se joue et qu'il y va des valeurs de la gauche. On le voit très bien aujourd'hui dans ces passerelles étranges entre gauche et droite : c'est toujours la haine des Juifs qui en est le symptôme.

Il y a aussi, sur un plan plus affectif, ce sentiment d'être trahie : « que sont mes amis devenus ? »

– Trahison, abandon, plutôt. Je le répète : j'ai vu la dérive, le naufrage de cette extrême gauche. Il n'y a plus de Juifs à l'extrême gauche, ou si peu, et c'est un signe. Signe que la révolte s'est transformée en haine. Cette apologie de la violence que l'on voit aujourd'hui dans les manifestations, ces mises au pilori que l'on trouve dans une certaine presse... Aujourd'hui, l'alliance avec les islamistes – des gens qui ne cachent même pas leurs desseins, à la différence des anciens mouvements totalitaires qui avançaient masqués... – est quelque chose d'épouvantable et d'inacceptable.

Oui, sauf qu'on pourrait vous rétorquer que, si les djihadistes ne cachent pas leur jeu, bien des organisations islamistes continuent à pratiquer la dissimulation, à constituer une vitrine de respectabilité ou à acclimater superficiellement leur rhétorique à la terminologie démocratique. Tariq Ramadan en est un exemple, parmi tant d'autres. Comment expliquer sinon qu'un Edgar Morin puisse écrire un livre en commun avec Tariq Ramadan en tombant d'accord avec lui sur quasiment tous les problèmes ? Et même une pratique telle que le voile annexe l'idiome démocratique (« c'est mon choix », l'individualisme, voire le féminisme)...

– Oui, mais on n'est pas obligé de les croire. Tous les Algériens qui ont vécu la décennie noire (plus de 100 000 morts) savent ce qu'il en est de la « liberté » de choix pour les jeunes filles... Et donc, il y a une responsabilité de l'intellectuel. Et quand un Daniel Bensaïd réédite *La Question juive* en 2006, c'est proprement stupéfiant. Quand il écrit, en transformant la phrase de Bebel (« l'antisémitisme est le socialisme des imbéciles », phrase qui, soit dit en passant, condamnait davantage l'imbécillité que l'antisémitisme), en se demandant si « l'antisionisme ne serait pas l'anti-impérialisme des imbéciles », c'est de l'aveuglement volontaire,

il refuse de voir ce qui s'est passé entre-temps. Il fait l'impasse sur le trou noir d'Auschwitz. Ce livre sortira d'ailleurs un mois après l'assassinat d'Ilan Halimi, tragique ironie de l'histoire. Je crois profondément que la « question » juive, question que l'on ne peut plus désormais découpler de sa « solution finale » est au centre de l'indulgence pour l'islamisme. La haine antijuive est nodale dans l'islamisme : cela on ne peut le nier ; d'ailleurs, les islamistes ne s'embarrassent pas tant que ça en s'abritant derrière la colonisation ou la politique de Netanyahu. Les discours de Qaradawi – une des références de Tariq Ramadan – sur Hitler qui n'a « pas fini le travail », le complotisme, etc., ne connaissent pas ce genre de nuances ou de distinguos. Et les autres s'en font les ventriloques, les traducteurs obligeants, en refusant d'entendre ce qui se dit vraiment, comme si les mots des islamistes ne comptaient pas. C'est ce que, dans un passage de mon livre, j'appelle « la pensée du non-lieu ». C'est ce que l'on voit avec Badiou ; pour lui, le communisme n'a pas failli : il n'a pas eu lieu, il n'a pas existé. Il y a une pensée du dépit du côté de tous ceux qui ont rêvé d'une révolution, une pensée de la rage, de la haine, qui a trouvé en quelque sorte un écho dans le ressentiment islamiste. Ne pas le voir, c'est s'aveugler, mais surtout consentir. Pour moi, il est évident que des intellectuels comme Edgar Morin ou Esther Benbassa ont mal à leur identité et prennent le risque, par leur propos, d'une sorte d'opération de blanchiment des idées antijuives. Edgar Morin qui a lui-même reconnu, d'ailleurs, qu'il avait en son temps approuvé les accords de Munich sous prétexte que la lutte contre l'antisémitisme ne justifiait pas une guerre.

Il a reconnu lui-même cette erreur de jugement dans son « autocritique »...

– Il l'a reconnue, mais il renoue avec cette disposition. Quand il écrit, avec Sami Naïr et

Danièle Sallenave, qu'en Israël le « peuple élu agit comme la race supérieure », on a un résumé de ce dérèglement idéologique. Le « peuple élu », c'est dans le judaïsme une responsabilité, une charge ; celle-ci est vécue aujourd'hui, dans toutes les idéologies victimaires, fondées sur l'idée de la domination, comme un privilège intolérable. S'il n'y a que des dominés, il semble bien qu'il y ait ce qu'on pourrait appeler un « dominateur commun ».

Je dirais les choses peut-être un peu différemment. L'article et la phrase auxquels vous faites référence sont en effet odieux, par ce qu'ils comportent de simplification politique et parce qu'au lieu d'éclairer une complexité, ils reconduisent un discours d'exécration qui, par sa généralité, est de nature antisémite. Cela étant, nous savons bien l'un et l'autre qu'il existe des pans significatifs du nationalisme religieux qui sont loin de se reconnaître dans l'acception humaniste et éthique de l'élection juive telle qu'un Levinas l'énonce : si l'article s'était contenté de dénoncer un courant ultranationaliste, voire raciste, à l'intérieur du sionisme, la formulation n'aurait pas été scandaleuse, mais il n'en est rien : dans cet article, c'est tout « Israël » – au sens de l'État comme du peuple – qui est devenu l'empire du Mal.

– Oui, nous sommes bien au-delà de la critique rationnelle : dans une volonté systématique de déloger le Juif de son statut de victime pour lui substituer le « Musulman ». C'est flagrant chez Plenel, qui se rêve en Zola des Musulmans (*Pour les Musulmans* répond à *Pour les Juifs* de Zola).

Pour Plenel (comme pour Badiou), le « Juif » est en majesté en tant que héraut de la déterritorialisation, de l'exil, de la révolte ; pour peu qu'il affirme une appartenance, il trahit sa vocation.

Cette vocation a quelque chose d'oblatif, de « christique » même.

- Oui, tout à fait. Le bon Juif est mort à Auschwitz, comme Jésus mort sur la croix. Ces intellectuels se sentent abandonnés, lâchés ou trahis par Israël, orphelins d'un messianisme juif.

Mais lorsqu'il s'agit d'un Plenel ou d'un Badiou, leur radicalité politique peut à la limite être un argument rassurant, puisqu'elle les cantonne à un secteur, certes non négligeable, mais relativement restreint de l'opinion publique. Là où ce sentiment de solitude ou d'incompréhension ressenti par un grand nombre de Juifs – même de gauche – est le plus grand, c'est quand on en vient à des personnages en apparence plus lisses, plus consensuels... Je pense à cette forme de quasi-panthéonisation d'un Stéphane Hessel, auquel vous consacrez quelques pages, ou encore au succès éditorial d'un Shlomo Sand adulé comme chantre d'un postsionisme qui ne se différencie plus guère de l'antisionisme. C'est là, au-delà de personnes qui ne méritent guère qu'on s'y attarde, le signe d'un air du temps.

- J'ai rencontré des réactions intéressantes. Je pense à ce dirigeant socialiste qui est tombé des nues quand il a lu dans mon livre les phrases prononcées par Stéphane Hessel sur l'occupation allemande...² Je n'avais pas envie d'écrire sur Stéphane Hessel, mais somme toute je n'ai pas pu m'en dispenser. Je crois qu'il y a là un cas d'imposture caractérisée – un goût du mensonge

2. « Si je peux oser une comparaison audacieuse sur un sujet qui me touche, j'affirme ceci : l'occupation allemande était, si on la compare par exemple avec l'occupation actuelle de la Palestine par les Israéliens, une occupation relativement inoffensive, abstraction faite d'éléments d'exception comme les incarcérations, les internements et les exécutions, ainsi que le vol d'œuvres d'art. » – *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 21 janvier 2011.

qu'on repère dès *Danse avec le siècle*, dont certains passages sont proprement hallucinants. Cet homme a été lancé comme un produit marketing, signe d'une époque et d'un triste système économique et idéologique, cet « empire du rien » dont parlait Benny Levy. On n'en finirait pas d'égrener les contre-vérités, depuis son imaginaire participation à la Déclaration des Droits de l'homme jusqu'à la mise en avant opportuniste de très lointaines origines juives qui n'ont joué aucun rôle dans sa vie (il a été éduqué dans une famille protestante très antisémite). Et cette obsession d'Israël qui a occupé ses dernières années... Si Hessel est l'axe du bien, lui qui se fait recevoir par le Hamas et donne à ce mouvement un label de résistance, alors où sommes-nous ? Là aussi, c'est une rupture. Nos figures de résistants étaient des héros, pas des terroristes... Gérard Rabinovitch a écrit un essai très intéressant³ sur la différence fondamentale entre ces deux postures (par-delà le relativisme délétère dont on nous rebat les oreilles, qui voudrait que le résistant des uns soit le « terroriste » des autres). La résistance est résolument du côté de l'affirmation de la vie, du côté de l'affirmation de valeurs ; d'ailleurs les Justes aussi étaient des résistants, pas dans cette apologie obscurantiste de la mort et du meurtre.

Ce livre était aussi, pour vous, un cri, un appel, la recherche d'un dialogue malgré tout...

- Je tiens à dire que j'ai eu, à la sortie de ce livre, de nombreuses réactions très touchantes de la part de lecteurs non juifs, qui m'ont dit avoir pris la mesure pour la première fois de ce problème qu'ils avaient négligé, sous-estimé. J'ai eu une heure d'interview sur Beur-FM, avec beaucoup de retours très sympathiques. Il y a des

3. *Terrorisme/Résistance, d'une confusion lexicale à l'époque des sociétés de masse*, éd. Le Bord de l'eau, 2014.

solitudes parallèles, qui se font écho. Ces assignations identitaires sont extrêmement douloureuses. Les Arabes sont aussi dans une situation insupportable, se font constamment confisquer la parole par des extrémistes – ce qui est arrivé récemment à Kamel Daoud en est une triste illustration. Mon livre s'appelle *Les Juifs, Charlie, et tous les nôtres*. Et les « nôtres », ce sont toutes ces sentinelles qui tiennent bon, à l'image des journalistes de *Charlie-Hebdo* : c'est cette France que j'aime, dont je me sens partie prenante.

Comment êtes-vous sortie de ce livre? Vous reconnaissez-vous encore dans une communauté de pensée, une communauté politique?

– Quand on a envie d'écrire, c'est qu'on a envie de partager, de sortir de la solitude. Je suis toujours très triste de l'absence de transmission dans notre société. Je suis infiniment plus indulgente envers des jeunes qui, si égarés qu'ils soient par la propagande ou l'ignorance, sont encore en devenir, peuvent évoluer, qu'à l'égard de certains intellectuels. La fameuse « minute de silence » n'a pas été respectée dans plusieurs collèges, mais j'ai ressenti une violence plus insoutenable dans les tribunes d'Edgar Morin ou d'Alain Badiou au lendemain des attentats, qui exprimaient une violence plus froide, plus raisonnée, qui légitimait plus ou moins subtilement l'autre violence. Nous avons plus que jamais besoin de transmettre, de dire qui nous avons été. Oui, nous avons été nombreux à nous battre pour l'antiracisme, nous avons eu des combats communs : qu'est-ce qui se passe aujourd'hui?

Certains vous diront : la politique israélienne est la cause de tout cela. Et si vous voulez faire partie des nouvelles communions, il vous faudra donner des gages. Quelle parole critique envers Israël est encore audible ou possible dans ce contexte

empoisonné? N'est-il pas paradoxal de se sentir plus lié que jamais à l'existence de cet État alors même qu'on se sent de plus en plus étranger à son évolution politique?

– Je n'ai jamais donné de gages, montré patte blanche. Cela se passe en sens inverse : sans l'antisémitisme, je serais sans doute beaucoup plus radicale dans ma critique de la politique israélienne. J'en parle d'ailleurs dans mon essai. J'ai vécu avec une extrême douleur l'opération « Plomb durci », ses deux mille morts (pour des frappes que l'on disait « chirurgicales »). Pour trop de Juifs, il allait de soi que c'était de la légitime défense. Il y a une évolution très inquiétante des mentalités israéliennes, une banalisation de la violence et du racisme qui me préoccupent au plus haut point, car je pense que le projet sioniste demeure, qu'on le veuille ou non, lié à un projet éthique. C'est pourquoi j'admire dans ce pays ceux qui en contestent la politique actuelle, qui me semble déplorable. Si j'étais israélienne, je militerais pour le droit des Palestiniens. Et c'est une souffrance aussi que l'existence de l'antisémitisme nous accule à un camp, à une seule identité, à une forme d'unidimensionnalité dans laquelle chacun étouffe. Nous devons aussi faire avec ça, avec ces contradictions. Nous aimerions parler autrement qu'« en tant que Juifs », mais l'antisémitisme produit cette réaction ; et je considère, comme je l'ai écrit dans une tribune récente du *Monde*, que « l'antisionisme a été le plus beau cadeau fait à la droite israélienne » et qu'il était une catastrophe aussi pour les Palestiniens. Mais je n'abdiquerai jamais mon sens critique, je ne céderai pas à la tentation du repli.

Pourtant... chose étrange, pour un conflit qui subit une exposition médiatique extraordinaire, alors même que le traitement réservé à Israël est presque systématiquement critique, et dans un contexte où les actions antisémites ne cessent de

s'aggraver, on se rend compte, lors d'un sondage, qu'une nette majorité de Français renvoient dos à dos les deux camps. Il est donc faux de dire que ce pays est globalement antisémite. Il y a une disproportion incroyable entre la part que ce conflit semble occuper dans l'espace médiatique

et idéologique, et la perception qu'en ont véritablement nos concitoyens. Et même dans les révolutions arabes, la question israélienne était étonnamment discrète, voire absente, en tout cas n'était pas centrale. J'y vois pour ma part un motif d'espoir.